

Débat *militant*

Lettre publiée par des militants de la LCR

n°211

8 janvier 2009

Sommaire

- Contre l'agression libérale et impérialiste, pour que 2009 voit le début d'une contre-offensive des travailleurs et des peuples
 - Le NPA et la question de l'Etat, le pouvoir des travailleurs
-

Contre l'agression libérale et impérialiste, pour que 2009 voit le début d'une contre-offensive des travailleurs et des peuples

Pour Tzipi Livni, l'actuelle ministre des Affaires étrangères de l'Etat sioniste, l'abjecte et sanglante offensive engagée depuis le 27 décembre dernier par l'armée d'Israël aurait pour but de " *changer la donne dans la région* ".

Par delà les calculs et ambitions électorales à la veille des élections législatives, cette escalade dans la terreur contre 1 500 000 Palestiniens affamés, pris sous le feu des bombes tirées par les avions de guerre ou l'artillerie de l'armée de terre, enfermés dans la plus grande prison du monde, vise non seulement à briser la résistance du peuple palestinien mais, au-delà, à renforcer la position d'Israël en plongeant le Moyen-Orient dans une instabilité plus grande encore que ce qu'il connaît depuis des décennies. Il s'agit de briser toute résistance à Gaza pour mieux alimenter les tensions en Cisjordanie et, par effet retour, d'affaiblir l'autorité palestinienne et les régimes arabes complices déstabilisés par l'inévitable montée de la contestation populaire et l'agitation des courants religieux et intégristes. Comment imaginer que l'onde de choc de l'agression israélienne puisse épargner le Liban, l'Egypte ou la Syrie, d'autant que cette sinistre agression est une revanche par rapport à la défaite de l'armée israélienne au Liban l'été 2006. Il n'a pas fallu longtemps pour

qu'interviennent des bombardements contre le Liban. Il s'agit de déstabiliser l'ensemble de la région pour imposer Israël comme seule force de stabilité et d'ordre pour les intérêts impérialistes mais aussi pour ceux des classes dirigeantes arabes soumises et intégrées à la politique d'Israël et des grandes puissances.

Cette stratégie, même si elle n'est pas directement commanditée par la Maison blanche et le Pentagone, s'inscrit pleinement dans la leur, celle de " *la guerre sans limite* ", " *du chaos constructeur* ", une politique permanente d'agression pour déstabiliser les adversaires réels ou potentiels, rendre tout compromis impossible. Ce fut leur politique vis-à-vis de l'Irak, puis de l'Afghanistan, une stratégie de la fuite en avant militaire qui entretient les conflits locaux et pourrait demain menacer à nouveau d'une généralisation des conflits.

Le fait que l'agression israélienne intervienne au moment même où la crise financière et économique se mondialise à travers les débuts d'une récession n'est pas une coïncidence fortuite mais résulte des choix politiques des dirigeants israéliens. L'exacerbation des tensions au Moyen-Orient est une des conséquences des tensions financières et économiques internationales. Les dirigeants israéliens peuvent penser que le contexte leur est favorable du fait que les USA s'engagent toujours plus avant dans leur stratégie de guerre sans limite en envoyant 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan ou par les manœuvres diplomatico-militaires autour de l'OTAN dont la Géorgie a été un des théâtres. Contrairement à une analyse répandue, il ne s'agit pas pour eux de forcer la main à une administration américaine supposée être en train de changer de politique avec l'arrivée d'Obama aux affaires. Cette analyse participe des illusions entretenues sur la capacité d'Obama à changer la politique des classes dirigeantes américaines. Au mieux essaiera-t-il d'en changer l'emballage mais, en aucun cas, le fond. Il s'est d'ailleurs jusqu'alors bien gardé de la moindre déclaration allant dans ce sens. Les classes dirigeantes américaines n'ont qu'un souci, préserver leurs privilèges d'empire dominant le monde au moment où la crise ébranle cette domination. Si Wall-Street a choisi Obama c'est parce qu'elle pense qu'il est le mieux placé pour conduire une telle politique, la faire accepter. Israël, dans la continuité de ses relations avec l'impérialisme dominant, avec toute son histoire, assume son rôle d'Etat place forte de l'impérialisme au Moyen Orient, son bras armé, au mépris de son propre peuple qu'il n'a cessé d'enfermer dans un piège que seul le peuple lui-même pourrait rompre.

Sans qu'il soit possible d'anticiper sur les développements ultérieurs de la situation créée par l'agression israélienne, celle-ci participe du tournant de la politique internationale qui s'opère dans le cours même de la crise.

Les déclarations hypocrites des dirigeants des grandes puissances qui demandent un cessez-le-feu tout en accusant cyniquement le Hamas de la responsabilité " impardnable " de l'agression israélienne, le zèle déployé par Sarkozy, visent à entretenir le doute sur leurs véritables intentions, mais elles laissent indifférent le gouvernement israélien qui entend aller le plus loin possible dans sa sinistre besogne. On ne peut bien évidemment que souhaiter et exiger l'arrêt du massacre, de l'offensive israélienne, mais, hors d'une mobilisation radicale de l'opinion mondiale, des travailleurs et des peuples, si le gouvernement israélien acceptait une nouvelle trêve, ce ne serait qu'avec l'assurance de pouvoir l'utiliser pour consolider ses positions, désarmer le Hamas, assurer son contrôle sur Gaza en particulier grâce au contrôle de la frontière avec l'Egypte que Sarkozy aurait obtenu de Mubarak.

La mobilisation contre l'agression israélienne, pour l'arrêt des massacres, la défense des droits du peuple palestinien, relève de l'intérêt des travailleurs et des peuples du monde entier. C'est la mobilisation contre la politique des classes dominantes dans ses conséquences les plus dramatiques, mais qui sont dans la logique même des rapports de classes fondés sur l'exploitation, l'oppression, la domination pour l'appropriation privée des richesses.

Les manifestations qui ont eu lieu ici comme partout dans le monde, en Israël même, sont source d'espoir, les signes d'un nouvel essor du mouvement ouvrier et populaire contre les ravages, la crise humanitaire globale qu'entraîne la politique libérale et impérialiste.

Tous nos vœux vont au renforcement de ces mobilisations, de la solidarité internationale par delà les frontières.

Ainsi, l'étalage aveugle et sanglant de force militaire, de capacité de destruction auquel se livrent les dirigeants de l'Etat sioniste en détruisant les vies des enfants, des femmes, des hommes palestiniens, pourrait bien contribuer à une large politisation, une prise de conscience internationaliste. Leur victoire militaire momentanée sera, n'en doutons pas, l'aveu de leur terrible échec politique, de leur mépris des droits des peuples, de celui d'Israël lui-même.

La vérité s'impose à tous, insupportable, la logique des rapports de forces, de la stratégie impérialiste des USA et de leurs alliés qui ne laissera à personne d'autre choix que de se soumettre ou de la combattre.

La concordance des temps entre l'approfondissement de la crise mondiale du capitalisme et la mise en œuvre de l'abject plan d'Israël traduit la globalité de cette crise, l'interdépendance des phénomènes économiques, politiques, internationaux, diplomatiques et militaires. La politique libérale, ce n'est pas moins d'Etat, mais un Etat totalement soumis et intégré à la stratégie des classes dominantes. Plus que jamais, les gouvernements sont les exécutifs des intérêts des classes dominantes, les armées l'instrument de la défense de l'économie de marché et des intérêts de ceux qui en tirent les ficelles.

La mobilisation en cours, les prises de conscience qu'elle entraîne auront à tirer les leçons du drame du peuple palestinien, des discours hypocrites des pseudos démocraties impérialistes qui laissent faire ces massacres, mais également de l'impasse de la démagogie nationaliste des bourgeoisies arabes dominées par l'impérialisme mais qui craignent tout autant que lui l'indépendance des masses, cette démagogie qui, de rodomontades en défaites, a enfermé le peuple palestinien dans un piège sanglant.

La solidarité, c'est aussi dire cela, dénoncer le piège du nationalisme pour mettre en œuvre une solidarité internationaliste consciente que les droits démocratiques des peuples, dont celui de pouvoir posséder son propre Etat, ne peuvent être conquis et garantis que par les travailleurs, les opprimés unis dans un même combat.

Le mouvement d'émancipation national et social des peuples opprimés ne pourra retrouver vigueur que s'il se trouve en son sein des femmes et des hommes capable de briser le carcan du nationalisme, la chape de la religion, pour trouver le chemin de la lutte de classe internationaliste.

Alors, oui, l'enjeu de 2009 est de regrouper toutes les forces d'ores et déjà disponibles pour s'engager résolument dans ce combat internationaliste, ici, en France, comme au niveau de l'Europe pour ce qui relève de nos responsabilités les plus immédiates. C'est une bataille politique d'importance qui implique une totale indépendance avec toutes les forces qui, d'une façon ou d'une autre, continuent de véhiculer le nationalisme.

Notre solidarité, notre révolte sont aussi ce combat internationaliste. Le combat pour la paix, le progrès, la démocratie ne connaît pas de frontière. C'est bien pourquoi la mobilisation pour arrêter le bras des bourreaux du peuple palestinien, pour défendre son droit à un Etat, participe de la propre lutte contre notre propre impérialisme.

Yvan Lemaitre



Le NPA et la question de l'Etat, le pouvoir des travailleurs

La discussion préparatoire au congrès de fondation du NPA se concentre principalement sur la légitimité d'un projet anticapitaliste, lequel demande à être explicité, argumenté bien au-delà de la seule condamnation morale, par une critique matérialiste du système lui-même et de ses contradictions pour fonder notre projet de transformation révolutionnaire. A l'étape actuelle, la question de l'Etat occupe une place plutôt réduite dans les discussions autour des " principes fondateurs " du NPA même si, bien évidemment, elle est au centre de bien des interrogations. Et pour cause : la nature d'un parti dépend pour une grande part de la caractérisation que nous faisons de l'Etat, comme de la possibilité d'envisager ou non une transformation radicale de la société dans le cadre des institutions actuelles.

Dans les " Principes fondateurs ", les formules sont brèves mais suffisantes : le NPA, sur la base de l'appel rédigé en juin dernier, ne sera pas un parti réformiste. Les quelques lignes consacrées à cette question dans les principes fondateurs en témoignent également, et plus encore les premières discussions qui ont démarré sur le sujet : *" Nous utilisons et défendons les droits démocratiques pour mener le combat politique, mais il n'est pas possible de mettre l'Etat et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population. "* (Principes fondateurs du NPA, 1ère partie, lignes 84-87). C'est rappeler que la " République " n'est pas au service de l'ensemble des " citoyens " et que la transformation sociale passera nécessairement à un moment ou à un autre par une confrontation avec le pouvoir de la classe dominante et donc avec son Etat.

Pour autant, la question de la " rupture " n'est guère approfondie. Le NPA sera de façon conséquente un parti anticapitaliste et donc un parti *" pour la transformation révolutionnaire de la société "*. Mais la question de savoir comment y parvenir et ce qu'il faudrait mettre à la place des institutions existantes reste ouverte.

Ce qui entraîne inévitablement quelques interrogations légitimes : aurions-nous affaire à un parti qui sans être réformiste ne serait pas non plus un parti vraiment révolutionnaire ? Du moins si l'on donne à cette référence un sens plus précis que celui de la transformation radicale de la société : le renversement de l'Etat et une stratégie clairement assumée pour y parvenir ?

C'est possible. Et c'est sans doute inévitable au point où nous en sommes. Mais à plus long terme, nous devons apporter des réponses précises à ces questions. Il n'est pas possible de rester agnostique en la matière car les forces matérielles et idéologiques à l'œuvre dans le cadre de la société capitaliste sont suffisamment puissantes pour agir efficacement dans le sens d'une intégration plus poussée à la société bourgeoise. L'intervention des révolutionnaires sur cette question est donc absolument indispensable, et elle est évidemment légitime.

Elle n'est pas simple non plus. Non seulement le prolétariat, dans un pays comme la France, n'a aucune expérience de crise révolutionnaire depuis plusieurs générations, mais les militants révolutionnaires non plus ! La difficulté ne relève donc pas simplement de la pédagogie, entre ceux qui savent et les autres. Elle est plus substantielle : nous n'avons pas de " modèle " clé en main de prise du pouvoir, même si -et c'est évidemment fondamental- notre compréhension de l'Etat nous amène à penser que la question de son renversement reste d'actualité.

Cet article se propose de formuler des éléments de réponse dans le cadre des débats qui ont commencé au sein du NPA. Ce n'est qu'une étape dans la discussion, mais une étape essentielle qui devrait nous permettre à la fois d'agir dans l'immédiat -car sur beaucoup de sujets la question des institutions et de l'Etat n'est jamais loin- tout en nous aidant à préciser davantage le projet de société que nous souhaitons défendre.

Renverser et donc " briser " l'Etat ?

A relire Marx ou Lénine, le courant trotskyste a généralement retenu quelques idées et surtout quelques formules parfois un peu lapidaires :

- L'Etat est un " appareil ", un instrument au service de la dictature de la bourgeoisie.
- La classe ouvrière devra le renverser, le " briser ", et substituer un autre Etat, à la fois très différent et néanmoins instrument de sa domination de classe : la " dictature du prolétariat ".
- Dans la phase de transition du socialisme au communisme, ce nouvel Etat serait censé dépérir progressivement, au fur et à mesure que les habitudes héritées des sociétés de classes auront elles mêmes disparu, pour laisser place à une " *société sans classe et sans Etat* ".

Cela mérite quelques explications.

Au cœur de ce raisonnement, il y a la notion d'appareil : ce n'est pas l'Etat dans toute sa complexité et dans sa périphérie la plus large. L'Etat a de multiples fonctions, idéologiques, sociales, économiques, politiques... L'appareil, c'est le noyau dur : la police, la justice, l'armée, la haute administration liée par toutes ses fibres familiales, sociales, idéologiques à la bourgeoisie. Cet appareil n'est élu par personne, mais il a été façonné sur de longues périodes par la classe dominante. Il peut tolérer des formes de démocratie si c'est utile à la bourgeoisie, et la remettre en cause si son pouvoir sur l'économie peut être mis en cause : il dispose pour cela de la force matérielle qui prime sur tout le reste en cas de confrontation. Cet appareil n'est pourtant pas exempt de contradictions : après tout, il y a bien quelques juges vraiment à gauche qui aimeraient croire que la justice n'est pas forcément aux service des privilégiés ; comme il y a de nombreux policiers, CRS, soldats, gardiens de prisons, issus de milieux populaires, qui ne sont pas tous condamnés à obéir aux ordres les plus révoltants, qui peuvent basculer et qu'il faudra faire basculer du côté du prolétariat le moment venu... c'est même une condition pour que la révolution ne soit pas à nouveau un échec sanglant, un de plus !

Mais ce noyau dur a effectivement une particularité : tel quel, il a été façonné sur de longues périodes pour être le moins sensible possible aux pressions de la population, hors de sa portée et de son contrôle. Tel quel, même en l'épurant de tous ses éléments hostiles à la révolution, il est totalement incompatible avec notre projet d'émancipation socialiste qui doit permettre à la population de contrôler la marche de la société dans son ensemble, à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Mais au-delà ? Car l'Etat s'est beaucoup étoffé au cours du siècle précédent : c'est aussi, dans sa périphérie la plus large, l'éducation nationale, les services publics, la sécurité sociale ou le droit du travail... Ce sont des millions de fonctionnaires -près de cinq millions si on inclue la fonction publique territoriale et hospitalière- qui sont salariés et qui font même, paraît-il, souvent grève, qui ont intérêt comme ceux du privé à faire la révolution. Faudrait-il " briser " ces administrations, comme on brise un appareil d'Etat ? Cela ne paraît pas très évident, surtout si l'on s'en tient à une formulation aussi abrupte !

La question reste malgré tout complexe. Car ces services, aussi utiles soient-ils à la population dans le cadre du capitalisme, sont en même temps des scories de ce système. La sécurité sociale est un droit pour les salariés mais par défaut : car le vrai progrès serait une médecine de qualité gratuite pour tous, et non un système qui non seulement rembourse mal mais sert de pompe à fric pour les cliniques privées, les trusts pharmaceutiques et le secteur libéral de la médecine. Le droit du travail de son côté protège sans doute un peu les salariés, mais en s'appuyant sur le contrat de travail, lequel légitime le droit d'exploiter les travailleurs.

L'éducation nationale n'échappe pas non plus à ces contradictions. Le " devoir de réserve " des fonctionnaires ne s'est pas transformé pour l'instant en un devoir d'obéissance, et bien des enseignants profitent de leur liberté pédagogique pour stimuler l'esprit critique de leurs élèves, quand ils n'y sont pas encouragés. Ils n'échappent pourtant pas à la nécessité de faire fonctionner sinon un appareil, du moins un ensemble assez complexe dont la vocation première est de trier et sélectionner les élèves, tout en accréditant l'illusion que nous

devrions être dans un système méritocratique où tout le monde aurait sa " chance ", une " chance " dont le contenu est bien souvent des plus ternes, quand il ne se réduit à produire des petits chefs, d'autant plus encouragés à faire marner les autres qu'ils auraient bien travaillé à l'école. Un système qui non seulement légitime les hiérarchies utiles au fonctionnement du capitalisme, mais masque complètement les fondements réels de la domination de classe et la mainmise de la bourgeoisie sur la propriété privée des moyens de production, laquelle a beaucoup à voir avec une question d'héritage et assez peu avec les mythes de l'école républicaine...

C'est cette réalité qu'il nous faut changer. Mais une autre école est-elle possible ? Une école émancipée, capable d'émanciper les enfants des classes populaires de l'habituelle soumission à l'ordre établi ? Probablement pas dans le cadre de la société actuelle, à moins qu'un bouleversement profond de tout l'ordre social intervienne et mette en cause bien des habitudes et des certitudes en la matière dont les enseignants sont eux mêmes parfois les dupes. Mais l'inverse est également vrai : il n'y aura pas de bouleversement de l'ordre social sans bouleverser également l'école, sa finalité, ses contenus, ses filières, sa pédagogie... toutes choses qui ont pris racine dans le terreau du capitalisme et reflètent -même si c'est parfois de manière contradictoire- ses partis pris idéologiques.

C'est pourquoi notre programme n'aura pas pour objectif de " briser " des services qui sont, certes dans le cadre des rapports capitalistes, utiles à la population. Mais il aura l'ambition de les transformer profondément afin de les intégrer dans un projet autrement plus ambitieux d'émancipation humaine.

Dictature, démocratie, parlementarisme...

Une notion fait tâche : celle de " dictature ". Après l'expérience du stalinisme, il n'est guère possible de l'utiliser sans prêter à confusion. Elle est pourtant doublement utile. A condition de privilégier le raisonnement, plutôt que l'attachement au mot lui-même.

La notion chez Marx sert d'abord à caractériser le pouvoir de la bourgeoisie. Elle est très liée à l'analyse qu'il fait de l'Etat. La dictature en question, c'est la " dictature sociale " de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'ensemble de facteurs qui contribuent à faire de la bourgeoisie une classe dominante. Cette dictature ne se confond pas nécessairement avec l'exercice d'un pouvoir fort qui pourchasserait impitoyablement toute opposition et ferait disparaître les libertés publiques. Mais elle s'impose inévitablement parce que la propriété privée sur laquelle repose la domination de la bourgeoisie est un droit fondamental qui ne peut pas être mise en cause : un gouvernement des travailleurs qui tenterait de s'y attaquer l'apprendrait vite à ses dépens !

L'autre usage est celui de " dictature du prolétariat ". La notion semble occuper une place centrale chez Marx : *" Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de montrer : 1 que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2 que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3 que cette dictature, elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classe "* (lettre à J. Weydemeyer, 5 mars 1852).

Pourtant, l'usage qu'en fait Marx évolue nettement au cours du temps. Après l'expérience de la Commune de Paris en 1871, la question n'est plus appréhendée de la même manière : ce n'est plus simplement un acte d'autodéfense face à la contre-révolution -un moment bref de la lutte de classe- mais davantage une forme politique qui acquiert une fonction universelle quelles que soient les conditions de la prise du pouvoir. La Commune, nous dit Marx, c'est la forme enfin trouvée du la dictature du prolétariat, en quelque sort un modèle durable : voilà à quoi doit ressembler l'Etat du prolétariat.

La démocratie y occupe du même coup une place centrale, décisive. L'ensemble des mesures que Marx préconise d'adopter sont destinées en premier lieu à permettre au prolétariat de conserver le contrôle de son propre pouvoir, quelles que soient les circonstances :

- Un pouvoir indivisible, directement exercé par les travailleurs, et donc un corps agissant disposant à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, afin que les décisions soient

réellement appliquées, en rupture avec la division des pouvoirs de l'Etat libéral qui laisse les mains libres à la bourgeoisie d'appliquer ce qu'elle veut.

- Un pouvoir dont la vocation est de disparaître, d'où la mise en place d'une série de mesures qui doivent immédiatement subordonner l'Etat à la société pour lui permettre à terme de s'y dissoudre, comme le contrôle et la révocabilité, en généralisant le principe de l'élection dans tous les domaines.

- Et bien sûr le peuple en armes, comme un garant ultime...

La " dictature " en question n'est donc rien d'autre que le pouvoir des travailleurs, généralisant à un degré inconnu jusqu'ici la démocratie pour l'immense majorité de la population, en même temps qu'il affirme sa domination face à la bourgeoisie. C'est donc cette démocratie vivante qu'il nous faut approfondir dans notre programme, avec la même préoccupation que Marx : lier ensemble émancipation sociale et émancipation politique et retrouver une cohérence entre notre projet d'émancipation et les moyens d'y parvenir. C'est un aspect décisif qu'il nous faut approfondir, notamment à partir de la critique que Marx a pu faire de l'aliénation dans ses multiples dimensions :

- L'aliénation du producteur séparé des moyens de production et du produit de son travail, exploité par le capitaliste, travaillant dans une position subordonnée, même si formellement l'idée de " contrat " laisse entendre qu'il s'agirait d'un accord entre deux personnes égales qui échangeraient du travail contre du salaire.

- L'aliénation du citoyen qui subit l'autorité de l'Etat, véritable puissance extérieure qui le domine complètement et qui est totalement liée à la classe capitaliste, même si formellement il y a égalité juridique et politique entre les citoyens.

Une critique qui nous amène à penser la révolution en liant étroitement deux domaines, la mise en cause de tout ce qui va dans le sens de la séparation des producteurs avec les moyens de production, et celle de l'Etat avec la société civile. La question de l'appropriation sociale et celle de l'appropriation du pouvoir et donc à terme du dépérissement de l'Etat (sa dissolution dans la société) sont entièrement liées dans ses raisonnements. Autant d'éléments qui nous invitent à approfondir notre critique autour de l'exercice du pouvoir :

- L'émancipation sociale est un processus suffisamment complexe pour ne pas se réduire à la seule étatisation des moyens de production : que se passerait-il en effet si on retrouvait dans l'organisation technique du travail la même subordination sociale que celle qui est inscrite par exemple dans le taylorisme ?

- De même le pouvoir des travailleurs est bien autre chose qu'un gouvernement " au service " des travailleurs : que se passerait-il en effet si l'exercice du pouvoir reposait sur un système de délégation où ce sont toujours les mêmes -ceux qui savent- qui gouvernent, avec les travailleurs comme simples arbitres ?

D'où la préoccupation d'articuler les deux, le contrôle de la production et le contrôle de l'Etat, et d'associer à un projet d'émancipation sociale une critique de la citoyenneté abstraite, du parlementarisme et des formes de délégation de pouvoir. Une réflexion que prolonge notamment Lénine autour de l'apparition des soviets qui représentent de ce point de vue un avantage décisif :

- Un mode de représentation suffisamment souple pour permettre un débat large et systématique des questions politiques par une grande masse de la population, et un contrôle permanent et effectif des délégués (le terme de " démocratie directe " étant inexact puisqu'il y a des délégués, même s'il est souvent utilisé faute de mieux, par opposition aux formes de représentation de type parlementaire).

- L'enracinement de la démocratie dans les lieux de la production, avec comme objectif entre autre de résorber autant que possible la coupure entre la classe des producteurs et l'exercice de la citoyenneté, en faisant de la politique un exercice concret, quotidien, pour la masse des travailleurs [\[1\]](#).

Est-ce à dire que les soviets devraient être un modèle incontournable de toute révolution prolétarienne ? Il y a là comme dans toute question aucun modèle. Les formes concrètes d'apparition d'un pouvoir des travailleurs seront forcément et heureusement multiples et innovantes, mais elles participeront de la même volonté, la conquête de la démocratie par

les travailleurs eux-mêmes, par l'ensemble des exploités. Et ce sera d'autant plus vrai dans un pays comme le notre où la diversité du prolétariat et son degré de culture sont un atout décisif pour aller dans le sens d'un exercice quotidien de la démocratie, bien loin des pratiques frelatées du parlementarisme bourgeois.

... ou comment la fin conditionne les moyens

Cette réflexion sur l'exercice du pouvoir nous incite également à réfléchir au processus qui peut y conduire et surtout à la cohérence qu'il nous faut construire entre les deux.

Une simple remarque pour commencer : il semble évident de ce point de vue que toutes les stratégies révolutionnaires ne sont pas équivalentes. Comment imaginer en effet qu'une prise du pouvoir par délégation, même dans sa forme apparemment la plus radicale et la plus révolutionnaire -par le biais d'une lutte armée de type guérilla ou d'une armée aussi " populaire " soit-elle, comme ce fut le cas avec les expériences castristes, guévaristes, maoïstes- puisse déboucher naturellement sur l'exercice du pouvoir par les travailleurs et la population elle-même ? La confiscation du pouvoir qui en a résulté dans le passé n'est sans doute pas arrivé par hasard, et les interrogations que formulent nombre de camarades du NPA sur le lien réciproques entre la fin et les moyens est des plus pertinentes.

La discussion est certes à peine entamée mais d'ores et déjà s'affirme avec force cette bonne vieille idée que l'on trouve dans le *Manifeste communiste* : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, avant, pendant et après la prise du pouvoir. C'est cette orientation fondamentale qui devrait nous guider à l'avenir dans les discussions sur la question de l'Etat et des institutions, comme sur la nature du processus révolutionnaire qui pourrait nous permettre de changer radicalement de société.

Une société sans classes et sans Etat

Envisagée par Marx et Engels, l'hypothèse d'un dépérissement progressif de l'Etat ou de son " extinction " reste une question importante.

Elle paraît à première vue fort lointaine, voire complètement utopique. Elle est en réalité essentielle et garde une grande actualité, parce qu'elle touche au cœur de notre projet : celui-ci n'est-il pas de bâtir une société sans exploitation et sans oppression ? Et l'Etat même le plus démocratique n'est-il pas par définition un facteur d'oppression ?

Ce dernier aspect est d'autant plus important qu'il est entièrement lié à tout le raisonnement qui précède, sur la nature du pouvoir que nous voulons mettre en place, et plus généralement sur la manière dont nous concevons la rupture révolutionnaire : car si l'Etat issu de la révolution est un Etat de classe -parce que la rupture révolutionnaire est effectivement une lutte sans merci entre des classes aux intérêts inconciliables- il paraît en même temps assez évident qu'il serait préférable de s'en débarrasser assez rapidement, même si on a tout fait tout pour lui donner le caractère le plus démocratique possible...

Rupture révolutionnaire, caractère de classe du nouvel Etat et nécessité de batailler pour son dépérissement ont donc partie liée. Avec un problème malgré tout : c'est d'autant plus compliqué à imaginer que les rares indications de Marx ou Engels sur la question sont elles même assez ambiguës, et qu'une expérience historique comme celle de l'URSS n'est pas particulièrement probantes en la matière...

Ce qui devrait justement nous inciter à revenir sur l'étude du passé. Car l'URSS a peut être cessé d'exister -et de ce point de vue le " trotskysme " est effectivement daté- mais les problèmes politiques que la révolution bolchevique continue à nous poser n'ont jamais cessé d'être présents dès que nous commençons à discuter d'une autre société possible. Des problèmes que Trotsky n'a jamais cherché à simplifier dans ses analyses : même si les circonstances historiques expliquent fondamentalement la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique, les risques bureaucratiques restent inhérents à toute forme d'Etat... d'où la nécessité de penser dès le départ sa possible disparition, malgré les circonstances !

Autant d'interrogations qui devraient également nous inciter à lire ou relire Marx et Engels. Et mesurer la difficulté que posent également certaines formules, d'autant plus familières

qu'elles sont pour le moins lapidaires et fort rares : *" Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société -la prise de possession des moyens de production au nom de la société- est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre spontanément en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas " aboli " il s'éteint. Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur " l'Etat populaire libre "... "* (Engels : Anti-Dürhing).

Une formule très ramassée, car il s'agit en réalité d'un processus de longue durée qui n'est pas sans nous interroger :

- *" La mise en sommeil spontanée des fonctions de l'Etat "* : l'histoire nous a pourtant appris que la persistance du phénomène bureaucratique est inévitable quelles que soient les circonstances, ce qui nous interdit de penser ce processus comme spontané. Ce sera au contraire et très probablement un combat qui ne se réglera que sur un certain nombre de générations.

- *" Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production "* : Trotsky l'avait également relevé en son temps, il y aura nécessairement bien des débats et toutes sortes de conflits sous le communisme, même si ces débats et ces conflits n'auront pas un caractère de classe. Ce qui justifie à minima l'existence d'un pouvoir public et d'un ensemble d'institutions...

Faudra-t-il parler d'Etat pour autant ? Les indications d'Engels (dans une lettre à Bebel datée du 18-28 mars 1875) semblent malgré tout assez claires sur ce qu'il convient de distinguer :

" Tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel ".

L'Etat dont on parle est bien l'Etat au service d'une classe. En ce sens, une société sans classe est une société sans Etat. Mais cela ne veut pas dire que ce sera une société sans structures et sans organisation, c'est-à-dire sans les médiations nécessaires pour qu'apparaisse un " bien commun " qui conservera toujours un caractère politique, et pas seulement administratif même si ces notions prendront un tout autre contenu.

Au-delà, on ne peut guère en dire plus... Mais on peut par contre insister sur quelque chose de fondamental : c'est de mesurer à quel point notre société depuis les premiers penseurs socialistes au XIX^e siècle a considérablement évolué. De ce point de vue, la démarche qui paraît vraiment utile est de revenir encore et toujours à une critique matérialiste du capitalisme pour non seulement insister sur l'ampleur de ses contradictions, mais mesurer à quel point les bases objectives qui permettent d'imaginer et de penser un processus d'émancipation pour toute l'humanité n'ont cessé depuis d'être profondément renouvelées et amplifiées.

Jean-François CABRAL

[\[1\]](#) L'enracinement dans les lieux de production ne réduit évidemment pas les soviets à être de simples comités d'usines puisqu'ils se construisaient en réalité sur une base territoriale. C'est pourtant ce genre de caricatures que l'on trouve souvent à gauche de la gauche, en opposant de manière toute aussi caricaturale démocratie représentative et " démocratie directe ", au détriment de cette dernière. Nous serions ainsi condamnés à devoir choisir entre la " démocratie directe " qui ne pourrait être qu'un système pyramidal de conseils d'entreprises fonctionnant par mandats impératifs -une somme d'intérêts particuliers d'où ne pourrait émerger aucun intérêt commun, car les travailleurs lorsqu'ils s'expriment en tant que tels auraient bien du mal à dépasser l'horizon borné de leur univers quotidien- et un système représentatif de type parlementaire avec une chambre unique élue au suffrage universel, le seul (!) qui pourrait permettre de construire une médiation capable de faire surgir un intérêt commun, mais où les travailleurs ne devraient plus se penser comme tels mais d'abord comme des citoyens. Exit donc le pouvoir des travailleurs ! Mais d'un côté un

Etat qui ne serait plus vraiment un Etat de classe, plutôt une République citoyenne au-dessus des classes, et de l'autre une série de contre-pouvoirs où la classe ouvrière pourrait certes intervenir en tant que telle, mais dans un cadre restreint, celui de " l'autogestion " dans les entreprises, loin de la grande politique... ou éventuellement dans le cadre d'une " deuxième chambre " de type corporative !

